

# HARANGVE

FAITE

A LA REYNE,  
AV PALAIS ROYAL,

Le 21. Decemb. 1648.

PAR M<sup>R</sup> AMELOT PREMIER  
President de la Cour des Aydes.

POVR LA REVOCATION  
DV TRAITE' DES TAILLES,  
& le soulagement des Officiers, & du Peuple.

AVEC

VN RECIT ABBREGE'

*de ce qui se passa en la Deputation  
de ladite Cour sur ce sujet.*



A PARIS,

Chez DENYS LANGLOIS, au mont S. Hilaire,  
à l'enfeigne du Pelican.



HARANGUE

TALLES

A LA REYNIE

A V. P. A. L. A. S. R. O. Y. A. L.

PAR MR. AMÉLÉOT, PREMIER

Président de la Cour des Comptes

Le 10 Mars 1790

DU TRAITÉ DES TALLES

de la Cour des Comptes

AVEC

UN MOT ABBREVIÉ

de la Cour des Comptes

et de la Cour des Comptes

de la Cour des Comptes

de la Cour des Comptes

de la Cour des Comptes

de la Cour des Comptes

de la Cour des Comptes

de la Cour des Comptes

de la Cour des Comptes

de la Cour des Comptes

de la Cour des Comptes

de la Cour des Comptes

M. DC. XLIX.





**HARANGVE FAITE A LA REYNE**  
 par Monsieur le Premier President de la Cour des  
 Aydes, au Palais Royal le 21. Decemb. 1648.

**AVEC VN RECIT ABBREGE'**  
 de ce qui se passa en la Deputation  
 de ladite Cour sur ce suiet.



*A Cour des Aydes ayant, entr'autres modifications  
 apposees à la Declaration derniere, fait defenses à toutes  
 personnes de faire aucun Traité sur les Tailles, à peine de  
 Confiscation de corps & de biens, fut mandée le Lundy  
 21. Decemb. 1648. au Palais Royal, où en presence de la Reyne,  
 de Monseigneur le Duc d'Orleans, & de plusieurs Ministres & Offi-  
 ciers de la Couronne, Monsieur le Chancelier par ordre de la Reyne  
 Regente, dit aux Deputez de la Compagnie, Qu'après la remise que le  
 Roy auoit fait à son peuple de l'auid de la Reyne, qui montoit à trente-  
 cinq millions par an, elle attendoit que les Compagnies faciliteroient  
 les leuées du reste pour secourir l'Estat dans la necessité qu'il y auoit  
 d'entretenir les Troupes, & d'attirer à nous celles qui alloient estre li-  
 centiees en Allemagne; qu'autrement les ennemis en profiteroient à nostre  
 preiudice, & en pourroient si fort grossir leurs armées, qu'il seroit im-  
 possible de leur resister: Que les deniers des Tailles n'estoient pas vn  
 argent prest, qu'ils ne seroient perçus que neuf mois après l'imposi-*



tion, & que si l'on attendoit ce temps-là, l'Estat se trouueroit en peril. Que le seul remede à cela estoit de faire des Traitez sur les Tailles comme on auoit fait auparauant, & que pour cet effet la Reyne desiroit que l'on ostant ces mots de confiscation de corps & biens, inserrez dans la modification.

Sur quoy Mr Amelot, premier President de la Cour des Aydes, representa à la Reyne les inconueniens qu'il y auoit de mettre les Tailles en party, & les autres desordres dont il auoit esté parlé dans la Compagnie, ce qu'il fit à peu près en ces termes :



ADAME,

Entre les auantages qui eleuent les Souuerains au dessus du commun des hommes, & qui les font approcher de la Diuinité pour estre sur terre ses plus visibles images, l'un des plus considerables est qu'ils font grace, ainsi que Dieu, lors mesme qu'ils font Iustice.

Comme ils ne se sont presque reseruez que cette partie bien-faisante de la Iustice, qui distribuë les recompenses & les faueurs: quand ils exercent cette distributiō avec poids & mesure, & qu'ils font part de leurs bien-faits à ceux qui les meritent le mieux; ils ne laissent pas de les fauoriser, puis qu'il est vray qu'ils pourroient ne leur faire pas ces liberalitez dont il les honorent.

Ainsi quoy que la remise que V. M. a faite à son peuple soit vne de ces gratifications, que l'equité & l'interest mesme de l'Estat vouloit que V. M. ne luy déniaist point; Nous luy en rendons neantmoins nos tres-humbles remerciemens; pource que nous reconnoissons que c'est enfin vne grace qu'il estoit également en vos mains de luy accorder, ou de luy refuser.

Nous auons bien raison, MADAME, de rendre des graces eternelles, & à Dieu qui vous a inspiré ce dessein si important & si



& si neceſſaire au bien de l'Eſtat, & à V.M. qui a voulu ſuiure avec tant de bonté ces diuines inſpirations.

Mais quelque grande & cōſiderable que ſoit à l'égard de V. M. la décharge qu'il luy a plu octroyer aux ſuiets du Roy, il arriue que ceux d'entre le peuple, qui en auoient le plus de beſoin, n'en reçoient pas le ſoulagement qu'ils en attendoient: & ſi l'on fait reflexion ſur la miſere extrême où l'inhumanité des precedentes exactions auoit reduit tout le monde, on trouuera qu'il s'en faut beaucoup que cette grace ne ſoit proportionnée à la foibleſſe & à la miſere du peuple; & que le fardeau qui reſte, eſt encor trop exceſſif pour ceux qui gemiſſent ſoubs ſa peſanteur.

Nous ne ſommes plus au temps qu'il falloit augmenter, par des deſcriptions eſtudiées, les incommoditez publiques & particulieres pour exciter la compaſſion: la miſere eſt ſi extrême & ſi generale, qu'il la faut diminuer pour la rendre croyable à ceux qui ne la voyent pas, ou pluſtoſt qu'elle ſe fait voir iuſques à ceux qui en détournent les yeux, pource qu'elle fait ſentir ſa rigueur à ceux meſmes qui ſemblent en deuoir eſtre le plus exempts par les aduantages de leur naiſſance, & de leur condition.

Ce n'eſt pas ſans ſuiet que la Campagne preſque deſerte ſe décharge dans les Villes, & iuſques dans les pays Eſtrangers, de la plus grande partie de ſes habitans: ce n'eſt pas volontairement que tant de pauvres gens abandonnent leur labour avec leurs maiſons; C'eſt la neceſſité, & vne derniere neceſſité qui les force d'oublier l'amour ſi naturel du pays natal, pour aller demander leur vie de porte en porte, où ils penſent la pouuoir trouuer.

Et ce n'eſt pas dans le plat pays ſeulement que regne cette cruelle neceſſité: elle a gagné peu à peu les bonnes Villes, ſi toutefois il reſte encore des Villes qui puiſſent porter ce nom avec fondement: le mal eſt à ſon extremité, il s'eſt gliffé bien auant dans cette grande Ville, auſſi bien qu'ailleurs; & il n'y a plus perſonne qui ne ſouffre & qui ne ſe ſente bien fort des calamitez publiques, que ce peu de gens qui les ont cauſées, & qui en ont profité aux dépens des autres: Cès gens qui ont aneanty tous les reuenus publics ſoubs couleur de les accroître; qui ont pillé impunément les particuliers ſoubs le nom du Prince, & le Prince meſme ſoubs pretexte de l'acquitter enuers les particuliers: Ces marchands d'iniquité, qui font trafic des afflictions d'autrui, & qui eſtabliffent leur fortune ſur les ſeaux de Dieu,



En fin ces Partisans , qui sont les Ennemis irreconciliables de l'Estat , puis qu'ils ne peuuent trouuer l'auancement de leurs affaires que dans sa ruine. Ce sont là les seuls qui ont esté exempts du pesant fardeau, dont ils ont accablé tout le reste.

V. M. peut iuger que la guerison de nos maux n'est encore que dans l'esperance & dans le souhait des gens de bien , & que l'on n'a pas coupé la racine des malheurs publics , puisque ces Partisans sont tousiours les Maistres des Reuenus du Roy , & que l'on veut mettre en party les Tailles des années à venir.

Autrefois nous auions cette consolation dans nos maux qu'ils n'estoient que temporels & passagers , & que les Edicts ne portoient que des leuées pour vn temps: Mais à present, c'est vne coutume receüe, ou plustost vn abus introduit, de trouuer marchand qui achapte le fonds de la leuée , & de la conuertir en rente: n'est-ce pas vne playe immortelle, vn mal tousiours renaissant , & vne necessité imposée de viure tousiours dans la necessité ?

Il est vray qu'il semble d'abord que ce malheur ne regarde que les suiets du Roy, sur lesquels on fait peu de reflexion: mais quand on pourroit separer les interets du Prince d'auec ceux du peuple; Vos Maiestez mesmes, pour le seruice desquelles on veut que ces introductions soiēt faites, n'en souffrent-elles pas du desaduantage, & les thresors qu'on leur procure par ces voyes extraordinaires, leur sont-ils profitables? ne parlons point s'ils sont honorables & glorieux , car il y a long-temps que la necessité l'emporte sur ces considerations.

Mais à n'examiner que l'vtilité mesme du Roy , qui ne sçait ce qu'emportent les remises, de tous les partis qui se font, & ce qu'en emportent les prests multipliez à l'infiny , & comme entassez les vns sur les autres? prests vsuraires , qui estant autrefois les escueils & les gouffres des biens des particuliers, condamnez si rigoureusement par les Ordonnances de tous nos Roys ; se trouuent auioird'huy , non seulement auoir acquis l'impunité , mais regner dans la fortune sacrée du Prince, & monter sur le throsne à la ruine de toutes les fortunes particulieres.

Outre cette perte, qui est presente pour le Roy , & qui reuiet le plus souuent à plus de la moitié du reuenue total; le preiudice que ces Traitez apportent aux leuées suiuanes n'est pas imaginable : il y a autant de difference entre les diligences que les Receueurs font par deuoir pour le Recouurement des deniers du



Roy, & les vexations causées par l'avarice de ces harpies altérées de sang, qui ne se proposent pour but que leur interest; qu'il y en a entre l'ordre & le déreiglement, l'équité & l'oppression. Comme ces gens là font leur Dieu du gain, quelque iniuste qu'il soit; ils ne se soucient que de trouver leur compte durant le temps de leur Traité, & pour cet effet ils pressent le peuple iusques au marc par des executions violentes, dont les fraiz excèdent le plus souvent de beaucoup la dette principale, sans se mettre en peine si le Roy en pourra tirer du secours à l'avenir, ou si les taillables seront reduits à l'impossibilité de continuer les Contributions.

Ainsi on ne peut nier que le Roy ne souffre vn preiudice inestimable par le moyen de ces fâcheuses inuentions.

Mais la plus grande & la plus preiudiciable de toutes ces pertes, est celle qu'on prise le moins, & que les plus grands & les plus habiles Monarques ont neantmoins estimée la plus sensible; C'est le refroidissement de l'amour des peuples. Amour qui est le Tresor des Tresors, la ressource éternelle & immuable des Roys, qui ne sont relevez en puissance & en autorité que par le zele & la fidelité inébranlable de leurs suiets, puis que c'est cette seule consideration qui leur fait donner leurs biens, répandre leur sang, & prodiguer leur vie pour la defence de leur Souuerain. Mais amour qui ne peut qu'il ne soit notablement diminué par les souffrances continuelles, & qui semble demander pour les suiets du Roy à VV. MM. comme vne iuste recompense, la protection de leurs personnes, & la conseruation des mesmes biens & des mesmes vies qu'ils leur offrent.

Ces considerations, M A D A M E, & celle de cette bonté Royale qui reluit dans toutes les actions de V. M. nous font esperer qu'elle ne trouuera pas mauuais que nous l'osions supplier tres-humblement de vouloir encore accroistre le nombre de ses graces, tant à l'endroit du pauvre peuple, que des Officiers subalternes.

Ceux des Elections particulièrement, & des Greniers à sel, sont reduits à tel point par les diuerses surcharges dont on les a accablés, que pour peu qu'on differe leur soulagement, ils ne seront plus en estat de s'en preualoir: Pour faire cōnoistre à V. M. la grandeur extrême des oppressions qu'ils ont souffertes, & de la misere où ils se trouuent par consequent, il suffit de luy dire que depuis vingt ans le seul Corps des Eleuz a fourny au Roy plus de



deux cens millions de compte fait, & que les douze Officiers seulement du Grenier à sel de Paris, ont payé depuis l'année 1634. plus de huit cens mil liures dans les coffres de S. M.

Les Officiers des Presidiaux ne sont guiere mieux, & il est difficile que l'autorité du Roy soit aussi considerable entre leurs mains qu'il seroit à desirer, tandis que la necessité où ils sont, les rendra méprisables à ceux qui sont sous leur iurisdiction.

On parle de supprimer les Officiers des Traites foraines sans remboursement; traiter ainsi ces pauvres gens, ce n'est guiere moins que de prononcer vn Arrest de mort contre toutes leur familles, c'est à dire, contre vn million d'innocens.

Ne souffrez pas, MADAME, que sous vne Regence qui a eu tant de benedictions du Ciel & de la terre, & qui, si nos vœux sont exaucez, en aura tous les iours de nouvelles, La France voye ces cruels spectacles, & souffre ces nouveautez pleines d'horreur, avec vn peril evident de saruine totale.

La Compagnie espere qu'il vous plaira mettre fin à ces desordres, & employer cette charité qui vous est si naturelle à faire cesser, ou du moins adoucir, la rigueur de ces Monstres de surcharges si preiudiciable à l'Estat, & dont la defaite vous apportera plus de gloire & de benedictions, que les plus signalées victoires que vos soins nous aient procurées. Elle espere aussi que V. M. trouuera bon que ses Arrests demeurent en leur entier, puis qu'ils ne peuuent estre reuocquez sans faire vn notable tort au Roy, & au public.

Comme il a plû à V. M. donner depuis peu des marques extraordinaires de sa bonté, en accordant beaucoup de graces au peuple par les prieres des Compagnies souueraines, nous croyons qu'elle ne trouuera pas mauuais que nous la supplions avec tout le respect que nous deuons, de donner la derniere perfection à son ouurage; & en ce temps de grace, l'accorder entiere à tout le monde, s'il est possible. Agreez s'il vous plaist, Madame, que nous vous demandions avec la reuocation des Traitez des Tailles, celle de tous les partis, & de tous les Edicts, qui vont à la foule du peuple, & sur tout de ceux qui n'ont pas esté verifiez dans vne entiere liberte de suffrages; l'éloignement des Troupes vers les frontieres, avec la punition de leurs excez, afin de faire cesser, non seulement les plaintes, mais le soupçon des esprits foibles; & de plus, la liberte des prisonniers d'Estat, le rappel des

ab-



absens, & le rétablissement de vos Officiers interdits, en vn mot l'exécution entiere de la dernière Declaration.

Par ce moyen, toutes qu'il y a de Magistrats & de particuliers ayans le mesme suiet de benir de plus en plus la douceur de vostre Gouvernement, seront animez d'un semblable zele, & tascheront de concourir avec nous à tout ce qui regardera le service de V. M.

**A**près que Monsieur le Premier President eut acheué ce Discours, Monsieur le Chancelier prit la parole, & dit, *Quesi l'on auoit fait de grandes despenses, leur employ paroissoit auantageusement dans les grandes conquestes qui ont esté faites par les Armes du Roy; & rapporta entr'autres choses l'exemple d'un ancien Romain, lequel estant recherché par ses enuieux de rendre compte des deniers publics dont il auoit eu le maniment estant general d'armée, creut respondre pertinement à la demande qu'on luy faisoit, en disant, qu'il se souuenoit qu'à pareil iour il auoit gagné vne Victoire sur les ennemis, & en conuiant le Peuple de monter avec luy au Capitole pour en rendre grace aux Dieux: Qu'ainsi il estoit necessaire de se seruir de toute sorte de moyens pour resister aux ennemis de l'Estat, & que la Reine pourroit auoir égard aux Remonstrances de la Compagnie, & aux Raisons qu'elle venoit de luy représenter contre les Traitez à forfait sur les Tailles: Mais que n'y ayant point de reuenu plus clair que celui-là, il estoit pour le moins necessaire de faire des auances sur les deniers qui en prouiendroient, afin d'auoir vn fond pour les necessitez vrgentes de l'Estat; que cette maniere de secourir le Roy, estoit establie depuis long-temps, & auctorisée mesme par le texte du huitiesme article de la dernière Declaration de sa Maïesté, & que le desir de la Reine estoit, Que comme la Compagnie auoit tousiours bien seruy l'Estat, elle expliquast son intention, & la modification apposée sur cet article, en sorte que ceux qui voudroient faire quelques auances sur les Tailles, le pussent faire avec secreté, & sans crainte d'en estre recherchez à l'aduenir.*



A cela Monsieur le Premier President dit, Que tandis que les Gens de Guerre continueroient de commettre impunément toutes sortes de violences iusques aux portes de Paris, & qu'ils viuroient sur les terres du Roy comme en pays de Conqueste, ainsi qu'ils faisoient, il n'y auoit pas lieu d'esperer grand secours du peuple de la Campagne : que les Tailles & tous les reuenus du Roy en seroient entierement ruinez, & qu'ainsi on ne seroit pas en peine de faire, ny Traite', ny auance sur les Tailles. Qu'il n'en estoit pas besoin pour l'entretien des gens de Guerre, puis qu'on leuoit les Estapes, & qu'on pouuoit prendre l'argent des Receptes pour leur subsistance, au moyen dequoy on les pourroit tenir en discipline sur les frontieres comme les années precedentes. Et que la connoissance des Tailles appartenant à la Compagnie, ils estoient obligez de remonstrer les desordres qui en empeschoient la leuée.

Le Rapport de ce qui s'estoit passé en cette Deputation ayant esté fait le lendemain à la Cour des Aydes, Monsieur le President le Noir, au nom de la Compagnie, remercia Monsieur le Premier President, & Messieurs les autres Deputez, de la peine & des soins qu'ils auoient pris en cette rencontre pour la Compagnie, qui témoigna en estre fort satisfaite, approuuant les choses qui auoient esté par luy dites, quoy qu'il n'en eut pas charge expresse de la Compagnie.